

# **PLATEFORME EUROPEENNE DE L'ALLIANCE ROYALE 2014**

<b>L'ALLIANCE ROYALE ET L'ELECTION EUROPEENNE .....</b>	<b>2</b>
Se faire entendre comme parti politique.....	2
Proposer une autre voie pour l'Europe .....	2
<b>L'UNION EUROPEENNE : UNE IMPASSE.....</b>	<b>2</b>
L'Union Européenne préfigure un Etat européen .....	2
L'Europe n'est pas une nation.....	2
L'Union Européenne est une machine à broyer les peuples .....	2
La France n'est pas contenue dans l'Europe .....	2
L'Union Européenne est une impasse .....	3
L'Alliance Royale rejette l'Union Européenne .....	3
L'Europe des nations : une fausse piste .....	3
<b>LES PROPOSITIONS DE L'ALLIANCE ROYALE.....</b>	<b>3</b>
Sortir de l'Union Européenne .....	3
La coopération entre Etats européens : une nécessité.....	3
Une « Communauté des Etats européens » .....	4
Trois « initiatives » de coopération prioritaires : les échanges économiques, la surveillance des frontières et des espaces maritimes, et l'environnement partagé. ....	4
Réaffirmer l'héritage chrétien.....	5
<b>AFFIRMER NOTRE SOUVERAINETE POUR MIEUX S'OUVRIR AU MONDE.....</b>	<b>5</b>
La République des mauvais compromis .....	5
Une vision capétienne .....	5

## L'ALLIANCE ROYALE ET L'ELECTION EUROPEENNE

### **Se faire entendre comme parti politique**

Pour faire entendre sa voix, l'Alliance Royale, constituée en parti politique, a entrepris de s'exprimer régulièrement à l'occasion des diverses consultations électorales. Les royalistes doivent devenir une véritable force politique. La campagne européenne s'inscrit dans cette démarche. L'Alliance Royale a déjà présenté huit listes en 2004 et huit listes en 2009.

### **Proposer une autre voie pour l'Europe**

Si la participation de l'Alliance Royale aux élections européennes s'inscrit d'abord et avant tout dans une perspective résolument française, les élections européennes sont aussi l'occasion de faire de vraies propositions. L'Union européenne est une impasse dangereuse. Bien sûr, la France doit coopérer avec ses voisins européens, c'est incontournable aujourd'hui, mais pas à n'importe quel prix. L'Alliance Royale, à l'occasion de ces élections, veut proposer une autre voie pour l'Europe.

## L'UNION EUROPEENNE : UNE IMPASSE

### **L'Union Européenne préfigure un Etat européen**

L'Union Européenne tend à se placer comme une entité supranationale, un futur Etat fédéral européen. Sans même parler du traité constitutionnel de Lisbonne, il n'y a qu'à voir les drapeaux de l'Union Européenne qui se multiplient de façon illégitime sur nos bâtiments publics à côté du drapeau français pour s'en persuader.

Mais la souveraineté, qui est la liberté des nations, ne peut pas être partagée entre la France et l'Europe. Si elle prend pied au niveau européen, elle est ipso facto confisquée aux pays membres. Or, l'Alliance Royale estime, en bonne patriote, que la souveraineté française est inaliénable.

### **L'Europe n'est pas une nation**

Pour que l'Europe puisse prétendre être souveraine, il faudrait donc qu'elle soit une nation. Mais dire que l'Europe qu'elle le sera un jour est un acte de foi ! Elle ne le sera probablement jamais, le poids des cultures et de l'histoire étant trop fort. L'Europe n'est pas les Etats-Unis. Et même si cela devait être, cela ne s'imposera qu'au fil des générations, et non par de la propagande et des passages en force, orchestrés avec la complicité des oligarchies républicaines.

### **L'Union Européenne est une machine à broyer les peuples**

Malgré tout, l'Union Européenne tente, par une technocratie stupide tentaculaire, d'homogénéiser les réglementations et les lois, d'uniformiser les usages et les modèles sociaux à travers l'Europe, du Portugal à la Suède, de l'Irlande à la Grèce, ce qui n'a aucun sens. Et ce n'est pas la République qui s'opposera à ces comportements centralisateurs.

### **La France n'est pas contenue dans l'Europe**

D'ailleurs, la France déborde l'espace européen. Elle a des intérêts dans le monde et des alliances qui ne concernent pas ses voisins européens. La francophonie est en particulier un espace naturel de

coopération, et ses territoires outre-mer sont parties intégrantes de son patrimoine. L'Alliance Royale considère que la politique étrangère de la France et la question outre-mer relèvent de sa compétence seule.

### **L'Union Européenne est une impasse**

Mais l'Union Européenne est une impasse : elle n'a jamais réussi à s'imposer face aux Etats-nations. Elle est fondée sur l'économie, ce qui est insuffisant, et n'a pas été capable d'aller au-delà. Elle ne doit son extension qu'aux énormes subventions qu'elle verse, sur nos impôts, aux pays de l'Est. Elle ne doit son maintien qu'à l'idéologie et à l'argent, et à la complicité des oligarchies. Son obstination dans le domaine économique nous mène à la ruine. Elle ne survivra pas à une crise économique durable.

### **L'Alliance Royale rejette l'Union Européenne**

Pour toutes ces raisons, l'Alliance Royale rejette l'Union Européenne, et toute idée d'Etat européen. Elle rejette par conséquent le traité de Lisbonne, qui apparaît comme une constitution déguisée, et tout traité constitutionnel. Elle rejette également, et pour la même raison, toute idée d'armée européenne. Elle rejette la monnaie unique et toute atteinte à notre souveraineté économique. Elle rejette enfin l'appellation Union Européenne, le terme d'Union étant en général appliqué à des Etats souverains : USA, URSS, Royaume Uni.

### **L'Europe des nations : une fausse piste**

Parler d'une « Europe des nations », c'est faire un mauvais compromis, c'est considérer que l'Europe peut être une entité politique par elle-même. C'est préfigurer une constitution fédérale ou confédérale. L'Europe n'est pas une fin en soi. Il ne peut y avoir à la fois une Europe politique et des nations souveraines.

## **LES PROPOSITIONS DE L'ALLIANCE ROYALE**

### **Sortir de l'Union Européenne**

D'abord la France doit quitter l'Union européenne, en particulier :

- Elle doit sortir de l'euro et retrouver une monnaie nationale, le franc, maîtrisé par la banque de France en vertu du principe de souveraineté économique,
- Elle doit pouvoir rétablir les barrières douanières et la préférence nationale, selon ce qu'elle jugera utile pour la protection de ses bassins d'emploi et de son tissu industriel,
- Elle doit retrouver la maîtrise de ses lois, 80 % d'entre elles étant issues de directives européennes que nous ne maîtrisons que partiellement.

### **La coopération entre Etats européens : une nécessité**

La coopération entre Etats européens est néanmoins, et malgré tout, importante et souhaitable. Elle se fonde sur l'existence d'un espace naturel dans lequel les nations sont solidaires, du fait de leur histoire ou de leur géographie (la solidarité dont parle l'Alliance Royale est une réalité naturelle, fondée sur la coresponsabilité des peuples, et non pas une vision marxiste et tiers-mondiste). Or, la France ne peut pas faire abstraction de ses solidarités naturelles, qu'il s'agisse de la francophonie ou de l'Europe, et toute coopération doit s'appuyer sur cette évidence.

D'autant que l'Europe est un espace de civilisation. Bien sûr, elle est une mosaïque culturelle avec des héritages variés : orthodoxe, catholique romain, protestant, celte, latin, slave, scandinave, germanique, grec, etc. Mais, au regard du reste du monde, la vieille Europe est une civilisation qui se distingue très nettement des autres continents et même des nouveaux peuplements issus de l'immigration européenne : Amérique latine, Commonwealth ou Etats-Unis.

Bien entendu, beaucoup d'intérêts divergent entre les différents pays européens. La Grande-Bretagne tourne son regard vers le Commonwealth, tandis que l'Espagne est attirée par l'Amérique latine. L'Allemagne et la Grèce entretiennent avec la Turquie des relations complètement opposées. La Pologne, enclavée entre l'Allemagne et la Russie, l'Italie au cœur de la Méditerranée, ou la Norvège postée au grand large et regorgeant de pétrole, n'ont pas les mêmes intérêts, loin s'en faut. Mais l'Europe est tout de même un espace naturel, une communauté d'intérêt, dans lequel les différents pays ont avantage à collaborer, malgré de flagrantes différences.

Il est clair que toute coopération entre Etats, quelle qu'elle soit, ne doit jamais remettre en cause le principe de souveraineté. Elle doit être limitée à un objet précis, comme les échanges économiques, ou l'environnement, et les Etats doivent être libres d'y adhérer. Elle doit être également réversible, c'est-à-dire que chaque nation doit être libre de s'en retirer (à ce titre, certains affirment que la sortie de l'euro nous coûterait beaucoup trop cher : mais c'est au contraire une raison d'en sortir, car cela signifie que nous ne sommes plus libres !).

### **Une « Communauté des Etats européens »**

Devant la nécessité qu'ont les pays d'Europe de coopérer, l'Alliance Royale propose une alternative à l'Union Européenne : la « Communauté des Etats européens ».

La « Communauté des Etats européens » n'est pas une organisation supranationale, mais un cadre juridique destiné à favoriser de façon saine et efficace la coopération entre Etats souverains, sous forme « d'initiatives européennes », pour les questions qu'ils ne peuvent pas traiter seuls.

Pour chaque « initiative européenne », une gouvernance spécifique, commission exécutive ou instance juridictionnelle sera mise en place, ayant pour but de mener la politique entendue entre les Etats qui auront bien voulu y souscrire.

Bien entendu, l'adhésion d'un nouveau membre à la « Communauté des Etats européens » ne doit être admise qu'à l'unanimité des autres pays membres, aucun d'entre eux ne pouvant se voir imposer une coopération qui menacerait ses intérêts particuliers.

### **Trois « initiatives » de coopération prioritaires : les échanges économiques, la surveillance des frontières et des espaces maritimes, et l'environnement partagé.**

L'Alliance Royale propose en particulier trois « initiatives » de coopération prioritaires, correspondant à trois défis majeurs posés aux peuples européens en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle :

- D'abord, dans le domaine de l'économie : les échanges économiques.
- Puis, dans le domaine de la sécurité : la surveillance du territoire et des espaces maritimes.
- Enfin, dans le domaine de l'environnement, la préservation d'un patrimoine naturel partagé.

En effet, d'après Maurice Allais, prix Nobel d'économie, le monde doit être divisé en espaces économiques régionaux regroupant des pays selon la proximité géographique et celle des niveaux de revenus. C'est le cas de l'Europe. Cela nécessite donc une politique d'échanges économiques commune entre les pays concernés.

D'autre part, les pays européens font face aux mêmes problèmes de maîtrise des frontières et des espaces maritimes : immigration clandestine, terrorisme, trafic de drogue, etc. Or, ces problèmes se manifestent aujourd'hui à l'échelle européenne.

Enfin, l'Europe partage également un espace écologique commun. L'environnement d'un pays donné ne peut laisser les autres indifférents, surtout lorsqu'ils partagent des littoraux, des rivières, des nappes d'eau et que les vents passent par-dessus les frontières.

### **Réaffirmer l'héritage chrétien**

Mais la « Communauté des Etats européens » doit s'appuyer sur des valeurs communes pour exister de façon durable et harmonieuse. Or, justement, les nations européennes se sont, peu ou prou, construites sur les mêmes fondations, le christianisme. L'adhésion à la « Communauté des Etats européens » doit passer par l'affirmation de l'héritage chrétien de l'Europe.

D'ailleurs, si la France veut elle-même se réapproprier les valeurs qui l'ont faite, elle ne peut pas le faire en contradiction avec ses voisins.

## **AFFIRMER NOTRE SOUVERAINETE POUR MIEUX S'OUVRIR AU MONDE**

### **La République des mauvais compromis**

Dans sa politique européenne, la République est le régime des mauvais compromis.

Elle est nationaliste et xénophobe dans ses fondements (écoutez seulement la Marseillaise pour vous en convaincre), mais elle brade sans vergogne la souveraineté française pour le mirage européen.

Ses apparatchiks sont jacobins et étatistes, mais ils jouent le jeu du fédéralisme européen d'inspiration germanique.

Son système est technocratique et liberticide, mais elle voudrait construire une pseudo démocratie européenne.

La République est une impasse, comme l'Union Européenne dont elle a épousé la cause. Il faut en finir avec ces deux-là.

### **Une vision capétienne**

N'ayons pas peur de sortir de la dialectique qui oppose les Européistes et les Nationalistes : les premiers voulant que la France se dilue dans une Europe technocratique sans âme et sans consistance politique, dans une vision mondialiste supranationale qui domine aujourd'hui les débats, et les seconds, d'ailleurs diabolisés par les premiers, excitent les angoisses et ne proposent que le retranchement dans nos frontières nationales. C'est une radicalisation stérile du discours.

La France doit à la fois affirmer sa souveraineté et en même temps s'ouvrir au monde. Et c'est justement parce qu'elle aura retrouvé sa souveraineté qu'elle pourra mieux s'ouvrir au monde, afin de mieux y défendre ses intérêts, mais sans y perdre son âme.

Or, il n'y a pas de souveraineté sans souverain. C'est cette vision très capétienne que porte l'Alliance Royale.